FÉDÉRATION DES epl ENTREPRISES PUBLIQUES LOCALES

Rencontre nationale des Epl

2 juillet 2014 - Salons de l'Aveyron-Paris

Assemblée Générale Ordinaire

Rapport d'activités 2013

adopté par le conseil d'administration du 16 avril 2014

16 000 en Europe • 1 100 entreprises publiques locales en France • servir le public

Sommaire

Préface ..... **p. 5**

Les temps forts 2013 ..... **p. 6**

Les indicateurs
- Le mouvement ..... **p. 11**
- La Fédération ..... **p. 11**

Epl Territoires 2020 ..... **p. 12**

Veille stratégique, lobbying et prospective
- Stratégie proactive de lobbying ..... **p. 13**
- La SemOp pour finaliser la gamme Epl ..... **p. 15**
- Structurer des relations pérennes avec les associations d'élus ..... **p. 15**
- Instaurer le cadre d'un dialogue avec syndicats et patronat ..... **p. 16**
- Conforter les relations avec les organismes professionnels ..... **p. 16**
- Observatoire veille et prospective ..... **p. 16**

Action territoriale
- Développer une veille active et une cartographie des territoires ..... **p. 17**
- Mise en place d'une offre élus attractive ..... **p. 17**
- Accompagner les porteurs de projets ..... **p. 17**
- Des événements pour promouvoir la gamme Epl ..... **p. 18**

Service à l'adhérent
- Le service individuel **p.20**
- La mutualisation entre adhérents ..... **p. 20**
- Un programme d'animation professionnelle ..... **p. 22**
- Accompagner au renouvellement de DSP ..... **p. 22**
- Accompagner les nouveaux adhérents ..... **p. 23**
- Diffusion de la doctrine ..... **p. 23**

Annexes
- Adhésions ..... **p. 24**
- Radiations ..... **p. 25**
- Organismes dont la Fédération est membre ..... **p. 26**
- Organigramme de la Fédération ..... **p. 27**

Préface

La force du mouvement des Epl tient à sa capacité, quelles que soient les circonstances, à anticiper et à rebondir. C'est ce qui lui a permis de répondre présent à tous les grands rendez-vous de l'histoire - qui reste à parfaire - de la décentralisation française. Il s'agit d'un atout considérable. Dans un contexte dont nous mesurons tous la gravité, les 1 200 Epl, Sem comme Spl, en apportent une fois de plus la démonstration. Elles refusent la passivité pour redéployer leur activité, dans de nouveaux champs comme sur des territoires plus étendus, pour développer alliances et mutualisation, ou encore pour s'engager dans la constitution de groupes. Ce qui leur permet d'être en mesure de proposer aux élus la réponse la plus globale et la mieux adaptée.

Pour accompagner au mieux ses adhérents, la Fédération fait en sorte d'être présente sur de nombreux fronts, qu'il s'agisse de poursuivre et de redéployer les actions d'animation professionnelle sur lesquelles l'attendent les Epl, comme d'impulser des initiatives nouvelles notamment en direction des élus. Elle n'en veille pas moins en permanence, conformément à sa vocation première, à ce que l'économie mixte puisse se développer dans le cadre législatif et réglementaire le plus favorable.

Puisse ce rapport d'activités 2013 apporter la démonstration, résultats à l'appui, d'une Fédération des Epl qui joue pleinement son rôle.

Jean-Léonce DUPONT
Président de la Fédération des Epl
Vice-président du Sénat
Président du Conseil général du Calvados

Les temps forts 2013…

… du 1er trimestre

8 janvier : **Jean-Léonce Dupont** rencontre **Anne-Marie Escoffier**, ministre déléguée à la Décentralisation, dans le cadre de la concertation engagée par le Gouvernement sur la future réforme territoriale.

11 janvier : La Fédération est reçue par le **cabinet de Pierre Moscovici**, ministre de l'Economie et des Finances, pour présenter les propositions du mouvement en matière de financement des Epl et de TVA.

22 janvier : Non cumul des mandats : **Jean-Léonce Dupont** rencontre le **cabinet de Manuel Valls**, ministre de l'Intérieur.

23 janvier : Remise de la mention Trophées des Epl à la Maison du fromage et intervention de la CDC sur le financement, dans le cadre d'une rencontre organisée par la **Fédération des Epl Alsace.**

23 janvier : **Fédération des Epl d'Ile-de-France** : présentation de l'étude sur l'avenir des Sem immobilières.

24 janvier : Colloque « La Ville de demain commence aujourd'hui ... Elle sera intelligente et innovante ! », organisé à Narbonne par la **Fédération des Epl Languedoc-Roussillon** avec le concours d'EDF.
(86 participants)

31 janvier : **Marc Daunis,** sénateur des Alpes-Maritimes et P-dg de la Spl Sophia, est élu président de la **Fédération des Epl Paca**.

7 février : Remise des diplômes à la promotion 2013 d'Epl management en présence de **Catherine Aubey-Berthelot**, directrice générale de la CGLLS, et de **Michel Dieu**, président de l'Ipsec.

7 février : La **Fédération des Epl Champagne-Ardenne Lorraine** intervient à Châlons-en-Champagne devant le Ceser Champagne-Ardenne.

13 février : Le Club des présidents d'Epl est accueilli par **Jean-Pierre Jouyet**, directeur général de la Caisse des dépôts.
(100 participants)

14 février : Journée d'actualité fiscale sur la loi de finances pour 2013.
(83 participants)

20 février : 1re rencontre des parlementaires investis sur le dossier de la « SemOp » (ex Sem contrat).

26 février : La Fédération est auditionnée par les sénateurs **René Vandierendonck**, **François Pillet et Claude Bérit-Débat**, rapporteurs sur la mission d'information sur les outils fonciers à disposition des élus.

15 mars : La **Fédération des Epl Basse-Normandie** auditionnée par le Ceser, à Caen.

19 mars : Journée d'actualité sur les Epl et les « Emplois d'avenir : les Epl se mobilisent », organisée en partenariat avec le ministère du Travail.
(50 participants)

19 mars : **Jean-Léonce Dupont** rencontre **Anne-Marie Escoffier**, ministre déléguée à la Décentralisation, sur la base de l'avant-projet de loi sur la réforme territoriale.

23 mars : La Fédération est reçue par **Marie-Noëlle Lienemann**, présidente du groupe de travail sur l'impact économique des dispositifs de défiscalisation en Outre-mer, et les sénateurs **Serge Larché** et **Eric Doligé**.

26 mars : La Fédération est auditionnée par le député **Thomas Thévenoud**, rapporteur du groupe de travail sur le taux de TVA.

27 mars : La **Fédération des Epl Champagne-Ardenne Lorraine**, en partenariat avec GrDF, s'associe à Reims métropole pour l'organisation d'un « Club performance de l'aménagement ».
(66 participants)

… du 2e trimestre

28 mars : Journée d'actualité sur la sobriété énergétique organisée en partenariat avec l'AdCF.
(123 participants)

28 mars : La Fédération est auditionnée par le député **Michel Lesage**, chargé par le Premier ministre de la mission d'évaluation de la politique de l'eau.

3 avril : Séminaire « Financer autrement, les Epl et l'après crise ».
(20 participants)

10 avril : **Martial Passi** préside un Club des actionnaires dédié à la SemOp.

17 avril : **Jean-Léonce Dupont** participe au premier conseil d'orientation de la Banque publique d'investissement, à Caen.

25 avril : La Fédération est auditionnée au Sénat par **René Vandierendonck**, rapporteur du projet de loi sur la réforme territoriale.

14 mai : **Jean-Léonce Dupont** rencontre **Alain Rousset**, président de l'Association des Régions de France.

14 mai : Journée nationale consacrée à « L'intergénérationnel et le vieillissement : un enjeu majeur pour les Epl », organisée en partenariat avec l'Ipsec.

14 mai : La Fédération rencontre **Christopher Miles**, directeur adjoint de cabinet d'**Aurélie Filippetti**, ministre de la Culture et de la Communication.

19 mai : **Jean-Léonce Dupont** est reçu par **Anne-Marie Escoffier**, ministre déléguée chargée de la Décentralisation.

22 au 25 mai : Voyage d'étude à Stockholm « La ville entreprise ».
(31 participants)

27 mai : **Jean-Léonce Dupont** rencontre **Cécile Duflot**, ministre de l'Egalité des Territoires et du Logement, sur le projet de loi Alur.

27 mai au 2 juin : Deux membres du Gouvernement participent à la 2e édition de la **Semaine nationale des Epl** : **Sylvia Pinel**, ministre de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme et **Anne-Marie Escoffier**, ministre déléguée chargée de la Décentralisation.
96 Epl impliquées, 109 actions dans 55 villes.
10 000 participants, 50 000 personnes sensibilisées et 130 retombées presse.

30 mai : La **Fédération des Epl Champagne-Ardenne Lorraine** présente la gamme Epl devant l'ADM 54 à Laxou.

5 juin : La **Fédération des Epl Rhône-Alpes** présente la gamme Epl lors du salon annuel de l'ADM 74 à La Roche-sur-Foron.

Les temps forts 2013 (suite)…

…3e trimestre

10 juin : « Financement des projets des collectivités locales : la nouvelle donne », thème du Colloque Sud-Est organisé par la **Fédération des Epl Paca**, à Marseille. (174 participants)

13 juin : « Faire et financer la transition énergétique », thème du Colloque Grand Ouest organisé par la **Fédération des Epl Loire-Bretagne**, à Nantes. (140 participants)

17 juin : **Jean-Léonce Dupont** intervient lors de l'assemblée générale de l'Institut de la gestion déléguée (IGD) sur la SemOp.

24 au 30 juin : **Jean-Léonce Dupont** rencontre des Epl de l'Océan indien, l'occasion d'engager la déclinaison en Outre-mer du plan stratégique « Epl Territoires 2020 ».

26 juin : **Jacques Chiron**, administrateur de la FedEpl et sénateur de l'Isère, fait part au **cabinet du Premier ministre** de l'opposition de la Fédération à la mise en place d'un agrément pour les Sem immobilières dans le cadre du projet de loi Alur.

2 juillet : Rencontre avec **Radia Ouarti**, conseillère technique au cabinet de **Frédéric Cuvillier**, ministre des Transports. Sont évoqués, l'application possible du taux de TVA intermédiaire pour les transports de passagers et l'augmentation de la taxe foncière pour les ports de plaisance.

10 juillet : **Rencontre nationale**, à Paris, consacrée aux orientations du mouvement des Epl :
- **Assemblée générale** de la FedEpl
- **Table ronde** sur les financements des Epl en présence de **Philippe Wahl**, président du directoire de la Banque postale, qui confirme le positionnement de la banque sur le marché des Entreprises publiques locales.

(200 participants)

11 juillet : Rendez-vous avec **Christian Eckert**, rapporteur général du budget.

11 juillet : 1er séminaire des Epl de services : gouvernance, contrat de délégation, gestion du personnel, fiscalité… (25 participants)

18 juillet : La Fédération est auditionnée par **Audrey Linkenheld**, rapporteure à l'Assemblée nationale du projet de loi Alur.

16 septembre : « Tourisme et attractivité, vers quelle identité territoriale ? », thème du Colloque Grand Est organisé par les **Fédérations régionales des Epl Alsace, Bourgogne Franche-Comté et Champagne Ardennes Lorraine**, sur le site d'Alésia (90 participants).

18 septembre : **Jean-Léonce Dupont** accueille l'Association nationale des directeurs d'Associations de maires à l'occasion d'un séminaire d'information et d'échange. (40 participants)

18 septembre : Le conseil d'administration de la Fédération adopte une motion réclamant la disparition des discriminations dont font l'objet les Sem immobilières et la suppression de la mise en place d'un agrément administratif.

25 septembre : **Jacques Chiron** est auditionné par **Claude Bérit-Débat**, rapporteur du projet de loi Alur au Sénat.

…4e trimestre

1er octobre : Journée d'actualité « Financer ses projets par les fonds européens 2014-2020 » (60 participants).

2 octobre : Audition des 9 sociétés nominées aux Trophées des Epl 2013, à la Tour Eiffel. Le jury est présidé par **Guy Geoffroy**, président des EcoMaires et député maire de Combs-la-Ville (77).

6 octobre : La **Fédération des Epl Paca** organise une réunion d'information sur les Spl à Ajaccio.
(25 participants)

16 octobre : **Jean-Léonce Dupont** réunit les principaux parlementaires ayant manifesté leur motivation pour enclencher une initiative législative en faveur de la SemOp.

24 octobre : La Fédération est auditionnée par les députés **Arnaud Richard** et **Gilles Savary**, rapporteurs sur la proposition de directive européenne sur les concessions.

28 octobre : La journée pré congrès des Epl d'Outre-mer sur le thème « Concilier local et global : les Epl et le développement des territoires ultramarins » a réuni 150 participants, accueillis à la Caisse des dépôts.

29 et 30 octobre :
« La performance solidaire : notre projet pour l'Europe » est le thème du grand rendez-vous annuel du mouvement des Epl qui se tient pour la première fois en Ile-de-France, au Cnit Paris-La Défense qui a réuni 2 000 participants :
- **Congrès des Epl**, organisé autour de 28 conférences et visites professionnelles, il est pour la première fois jumelé avec la
- **Conférence européenne des Epl**, permettant la participation de délégations européennes et des intervenants étrangers à chaque séance.
- Présence de trois ministres et d'un commissaire européen : **Marylise Lebranchu**, **Anne-Marie Escoffier**, **Thierry Repentin** et **Michel Barnier**.
- **Salon du développement local :** adossé au congrès, il réunit 50 exposants.

29 octobre : Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction publique, remet les **Trophées des Epl 2013** aux 4 Epl récompensées :
- la **Semise** (94)
- la **Sara** (49)
- la **Semardel** (91)
- la **Sopraf** (49)

13 novembre : **Jean-Léonce Dupont** rencontre **Jean-Marc Janaillac** et **Jean-Pierre Farandou**, respectivement président et vice-président, à l'Union des transports publics (UTP).

15 novembre : la loi organique n° 2013-1027 étend le dispositif des Sociétés publiques locales à la Nouvelle-Calédonie.

20 novembre : **Jean-Léonce Dupont** est auditionné par le sénateur **Jacques Mézard**, rapporteur de la proposition de loi sur la SemOp.

25 novembre : La Fédération rencontre **Jean Maïa**, nouveau directeur des Affaires juridiques à Bercy. La Fédération sera associée à la transposition des directives sur les concessions.

26 novembre : La Fédération est auditionnée par le sénateur **René Vandierendonck**, chef de file du groupe PS sur la proposition de loi SemOp.

26 novembre : La Fédération rencontre le **cabinet de Sylvia Pinel**, ministre de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme.

2 décembre : La Fédération accueille une **délégation serbe**, en coopération avec la Chambre de commerce franco-serbe : l'occasion de présenter la gamme Epl et d'un échange avec les représentants des collectivités.

Les temps forts 2013 (fin)…

… 4e trimestre

3 décembre : La Fédération est auditionnée par le sénateur **Claude Dilain**, rapporteur du projet de loi ville et cohésion urbaine.

3 décembre : **Jean-Léonce Dupon**t s'entretient avec **Jacques Pélissard**, président de l'Association des maires de France sur la SemOp, la réforme territoriale et le projet de loi Alur.

4 décembre : La Fédération accueille, en coopération avec l'AFD, une **délégation du gouvernement vietnamien** : présentation du mouvement Epl et visite à Paris d'une opération de la **Semaest**.

6 décembre : Colloque interrégional, à Bayonne, « 2014-2020 : réussir le défi de la revitalisation des centres anciens ». Il est organisé par la **Fédération des Epl Aquitaine**, en collaboration avec l'Association nationale des Villes et Pays d'art et d'histoire et des Villes à secteurs sauvegardés et protégés.
(74 participants)

10 décembre : **Jean-Léonce Dupont** rencontre **Anne-Marie Couderc**, présidente du pôle public au Medef.

11 décembre : Le Sénat adopte en première lecture, à l'unanimité, la proposition de loi de **Jean-Léonce Dupont** tendant à créer des Sem à opération unique (**SemOp**).

Les indicateurs…

…du mouvement

1 189 Entreprises publiques locales
12,11 milliards d'€ de chiffre d'affaires

Au 31 décembre 2013, la Fédération des Epl recensait 1 189 Epl (**998 Sem** et **191 Spl**), confirmant la tendance déjà constatée en juin 2013 d'une progression des Spl (+ 22 % au cours des 6 derniers mois). Le nombre de Sem est quant à lui stable.
Cette croissance concerne tous les secteurs d'activité avec des progressions significatives dans l'environnement et les réseaux (+ 14 Epl), le secteur tourisme, culture et loisirs (+ 12 Epl) et l'aménagement (+ 10 Epl).

73 000 emplois directs

73 000 salariés (52 604 emplois équivalents temps plein) travaillent à travers les Epl au service de l'intérêt général dans des secteurs aussi variés que l'aménagement, la construction, le tourisme, la culture, les transports, l'énergie et l'environnement.

248 projets de création d'Epl

Deux projets sur 3 sont portés par le bloc intercommunal, principalement dans des activités de nature touristique (35 %) et environnement (28 %).
Les projets de dédoublement portés par les Epl (13 %) sont essentiellement orientés vers les secteurs aménagement et environnement.
Sur ces 248 projets, le choix du statut Spl est prépondérant à 62 %, contre 29 % pour le statut Sem ; dans 9 % des cas, le statut est non déterminé.

———

Source EplScope

…de la Fédération

707 membres

A fin 2013, la Fédération compte **707 Epl adhérentes** dont 610 Sem, 72 Spl, 25 Spla.

Par ailleurs, elle compte **28 collectivités locales**, pré-adhérentes (**porteuses de projet**).

En 2013, elle a enregistré 19 pré-adhésions, 36 nouvelles adhésions, et 32 radiations.

3 471 K€ de cotisation

Le montant total des cotisations représente 53,1 % des ressources de la Fédération. Leur montant encaissé au titre de l'exercice 2013 s'élève à 3 422 K€, soit un taux de recouvrement de 85,2 %.

Au titre de 2013, le montant moyen de cotisation d'adhésion acquittée par les Epl à la Fédération s'établit à 5 854 €.

En dehors des cotisations, les principales ressources de la Fédération proviennent pour 20,2 % de la subvention de la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) et à 23,9 % de ses ressources « commerciales ».

Avec un effectif de 42 Etp (contre 41 en 2012, les charges de personnel représentent près de 53,1 % des dépenses d'exploitation. Elles sont couvertes par les cotisations à hauteur de 97,1 % (taux de couverture des charges de personnel « permanent »).

Epl Territoires 2020

Les travaux engagés à partir du 1er semestre 2011 sous l'égide du Comité stratégique à l'initiative de Jean-Léonce Dupont, destinés à positionner le mieux possible la Fédération des Epl au regard des enjeux et attentes identifiés parmi les Epl, se sont activement poursuivis en 2013.

Le 7 mars 2012, le conseil d'administration a adopté, à l'unanimité, les préconisations du Comité stratégique rassemblées au sein d'un plan stratégique intitulé **« Epl Territoires, 2020 »** et affirmant la vocation de la Fédération autour de **trois priorités** :

● **le rôle politique**, pour permettre aux Epl d'intervenir dans des conditions les plus favorables, ce qui passe par le lobbying au plan national et européen, mais aussi par la mise en place d'une mission veille et prospective.

● **l'action territoriale**, c'est-à-dire vers les élus, appelée à aller de la promotion collective de la gamme des Epl à un accompagnement plus personnalisé, qu'il s'agisse d'Epl déjà existantes ou susceptibles d'être constituées.
Cette priorité sera pour une très large part mise en œuvre par les fédérations régionales, recentrées sur cette mission.

● **le service à l'adhérent**, recentré sur la préparation de l'avenir, où vont monter en puissance, à l'image de l'évolution des Epl elles-mêmes, les activités intermétiers et transverses (alliances et mutualisations, nouveaux modes de financement et de management, etc.) pour mettre toutes les chances de leur côté dans leurs stratégies de positionnement optimal.

Réunies le 21 mars 2012 sous la présidence de **Vincent Fuster** et en présence de **Jean-Léonce Dupont**, les fédérations régionales ont entériné ces nouvelles orientations et, par conséquent, leur recentrage sur l'action territoriale.

L'assemblée générale de 4 juillet 2012 a permis au **Président Dupont** de présenter dans le détail le plan stratégique **« Epl Territoires 2020 »** et la nouvelle organisation de la Fédération des Epl en résultant.

Cette présentation a pris la forme d'un document adressé par **Jean-Léonce Dupont** à tous les présidents et directeurs d'Epl adhérents le 5 septembre, et présenté à toutes les réunions de commissions, clubs et fédérations régionales au cours du deuxième semestre 2012.

Le 9 janvier 2013, le bureau a approuvé le programme d'actions annuel de la Fédération, lequel s'inscrit dans la mise en œuvre opérationnelle du plan stratégique « Epl Territoires 2020 ».

Veille stratégique, lobbying et prospective

Veille stratégique, politique et prospective, est le premier axe, défini par « Epl Territoires 2020 ». Il vise à garantir aux adhérents de la Fédération le meilleur cadre d'intervention, à anticiper au mieux les nouveaux métiers, montages et financements, ainsi que les évolutions de conjoncture.

Stratégie proactive de lobbying

La Fédération a décidé de renforcer cette stratégie en prévision de l'évolution du cadre législatif et réglementaire susceptible d'impacter les Epl : une trentaine de dossiers au plan national, régional ou européen.

→ Systématisation des auditions

En 2013, la Fédération a systématisé les auditions auprès de parlementaires, personnalités en mission, etc.

Elle a ainsi notamment été entendue sur :
● les projets de directives marchés publics et concessions,
● le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
● le projet de loi relatif au non cumul des mandats,
● les projets de loi de finances pour 2014 et de finances rectificative 2013,
● le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (Alur).

Ses actions ont notamment permis ou favorisé :
● en février, la prise en charge des emplois d'avenir créés par les Epl à hauteur de 75 % d'un Smic.
● en juillet, l'adoption d'un amendement déposé par **Jean-Léonce Dupont** sécurisant dans la loi de réforme territoriale les évolutions d'actionnariat des Epl résultant de transferts de compétence.
● en octobre, l'adoption d'une partie des amendements déposés par **Jean-Léonce Dupont** et **Jacques Chiron** portant sur l'égalité de traitement des Sem et le rétablissement du mandat d'études dans le cadre du projet de loi Alur.
● en novembre, le rétablissement par l'Assemblée nationale qu'un parlementaire puisse être administrateur d'Epl.
● en décembre, le vote du maintien de la dépénalisation du stationnement dans la réforme territoriale.

→ Concertation et sensibilisation des instances européennes

La Fédération a poursuivi son action de concertation et de sensibilisation des instances européennes (Parlement, Commission, Conseil) sur les projets de directives concessions et marchés publics. Les textes ont été adoptés par le Parlement européen, le 15 janvier 2014 et publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 28 mars 2014.
Comme le souhaitait la Fédération, ils sécurisent *le in house* et dissocient les concessions des règles des marchés publics.
La Fédération reste mobilisée pour obtenir la meilleure transposition pour les Epl en droit interne.

→ Sécurisation des Spl

La Fédération a suivi plusieurs chantiers en vue d'améliorations législatives :
● la réforme du Code du tourisme pour supprimer la présence obligatoire de socioprofessionnels dans les instances dirigeantes des offices de tourisme constitués sous forme de Spl.
● la révision du cahier des charges type des scènes nationales de 2010 qui n'inclut pas la Spl comme structure éligible aux financements correspondants.
● l'extension de la Spl à l'ensemble des collectivités de Nouvelle-Calédonie qui a abouti en novembre grâce à une loi organique.

→ Relations et concertation avec les principaux ministères

La Fédération a poursuivi son action auprès des pouvoirs publics et a initié une série de rendez-vous avec 13 ministères :

● Premier ministre,
● Intérieur,
● Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction publique,
● Egalité des territoires et du Logement,
● Transports,
● Outre-mer,
● Artisanat, Commerce et Tourisme,
● Culture et Communication,
● Economie et Finances,
● Budget,
● Economie sociale et solidaire et Consommation,
● Travail, Emploi, Formation professionnelle et Dialogue social,
● Affaires européennes.

Parallèlement, la Fédération a été auditionnée à 11 reprises par des parlementaires rapporteurs ou en mission.

→ Accès des Epl à de nouveaux financements

La Fédération a poursuivi son action afin de permettre aux Epl d'accéder à des modes de financements diversifiés :

● Banque publique d'investissement (BPI)
Les travaux engagés par la Fédération ont porté leurs fruits : la loi organique mettant en place la BPI prévoit la présence d'un représentant des Epl au sein de son comité national d'orientation, lequel s'est réuni pour la première fois, le 17 avril, en présence de **Jean-Léonce Dupont**.

Thierry Foucaud, vice-président du Sénat et administrateur de la FedEpl, et **Jean-Marie Sermier**, vice-président de la FedEpl et député du Jura, ont interrogé **Nicolas Dufourcq**, directeur général de la BPI, sur la doctrine d'intervention de la banque vis-à-vis des Epl lors de ses auditions au Sénat (23 janvier) et à l'Assemblée nationale (15 mai). **Jean-Léonce Dupont** a rencontré le 14 mai **Alain Rousset**, président du comité d'orientation de la BPI et président de l'Association des Régions de France, en vue d'obtenir la meilleure éligibilité possible des Epl. Des points qui restent à confirmer.

● Accès à l'épargne réglementée
La Fédération, accompagnée d'une forte mobilisation de présidents, a obtenu que les Epl soient éligibles aux 20 milliards d'euros de prêts sur fonds d'épargne de la Caisse des dépôts.

● Banque européenne d'investissement (BEI)
La Fédération a engagé les premiers contacts avec la BEI en vue de permettre l'accès des Epl à ses financements intermédiés.
Elle a invité son vice-président, **Philippe de Fontaine Vive**, le 10 juin à Marseille, lors d'un colloque sur le financement du secteur public local.

● PBB Deutsche Pfandbriefbank
Cette banque européenne spécialisée dans le financement de l'immobilier et de l'investissement public, a rejoint le club des actionnaires de l'économie mixte de la Fédération, le 18 septembre.

● Banque Postale
La Banque Postale s'est positionnée sur le marché des Epl, ce qui s'est concrétisé par l'adhésion de la Banque Postale au club des actionnaires avec la signature d'une première convention de partenariat, et les premiers prêts accordés aux Epl en juillet 2013.

● Nouvelle génération de fonds structurels
Jean-Léonce Dupont a échangé avec **Thierry Repentin**, ministre chargé des Affaires européennes, le 29 octobre, sur l'éligibilité pleine et entière des Epl à ces nouveaux financements.

● Table ronde sur le financement Epl
Le 10 juillet, sous l'égide du Comité ingénierie et territoires, présidé par **Frédérique Bonnard Le Floc'h**, la Fédération a organisé une table ronde sur le thème « Nouvelles offres, nouveaux acteurs… état des lieux du financement des Epl» qui a réuni **Philippe Wahl**, président du directoire de la Banque Postale, **Benjamin Dubertret**, directeur des fonds d'épargne à la Caisse des dépôts, **Nicolas Duhamel**, conseiller du président du directoire de la BPCE, et **Martine Lignières-Cassou**, député-maire de Pau. (200 participants).

→ Densifier et animer un réseau de parlementaires

Auditionnée à 11 reprises par des parlementaires, rapporteurs ou en mission, la Fédération a également rencontré sous forme de « visite personnalisée », 38 nouveaux députés et sénateurs.
Mi-mai, elle a largement diffusé la plaquette « Le réseau des élus entrepreneurs », présentant son offre dédiée.

La SemOp pour finaliser la gamme Epl

La Sem à opération unique (SemOp, ex-Sem contrat), a vocation à finaliser la gamme Epl en mettant en place une Epl permettant, sous maîtrise publique, un nouvel équilibre entre les collectivités locales et les opérateurs privés de service public.

Fin 2012, la Fédération a achevé une étude comparée des SemOp existant dans d'autres pays européens, ainsi qu'une analyse du cadre juridique existant au plan communautaire. Elle a travaillé à une proposition législative sécurisée qui a été étudiée à l'occasion de deux rencontres de parlementaires (20 février et 16 octobre).

→ Dépôt

En octobre, des propositions de loi identiques ont été déposées simultanément dans les deux chambres par 106 parlementaires de 6 groupes différents :
● **au Sénat** par :
. **Daniel Raoul** et plusieurs sénateurs PS dont **Jacques Chiron** et **Marc Daunis**, administrateurs de la Fédération
. **Jean-Léonce Dupont** et **Hervé Marseille**, vice-président UDI de la Fédération ainsi que par l'ensemble du groupe UDI-UC
. **Antoine Lefèvre**, administrateur de la Fédération, et plusieurs sénateurs UMP
● à l'**Assemblée nationale** par :
. **Jean-Marie Sermier** et **Alain Marty**, respectivement vice-président et administrateur de la Fédération, et plusieurs députés UMP
. **Philippe Vigier** et plusieurs députés UDI
. **Erwann Binet** et plusieurs députés PS

→ Vote en 1re lecture

Le 11 décembre, le Sénat adopte à l'unanimité en première lecture, la proposition de loi visant à créer des Sem à opération unique (SemOp). Ce texte, adopté par 317 voix a été transmis à l'Assemblée nationale.

→ Information et communication

La Fédération poursuit sa politique d'information et de communication au sein du mouvement, comme auprès de l'ensemble de ses interlocuteurs : ministères, Commission européenne, associations d'élus, monde économique, etc.
Elle a largement diffusé la plaquette « La SemOp, une nouvelle composante de la gamme Epl » et suscité l'intérêt des médias sur ce sujet.

Structurer des relations pérennes avec les associations d'élus

La Fédération s'est attachée à structurer des relations pérennes avec les principales associations d'élus.

→ Actions communes

Elle a poursuivi avec chaque association nationale d'élus des relations ciblées.
● **AGMVF** (Association des maires des grandes villes de France) : participation au réseau des pôles métropolitains.
● **ADF** (Assemblée des départements de France) : participation aux réunions du groupe de travail sur l'avenir de l'action publique au plan départemental et sur l'ingénierie publique.
● **AMF** (Association des maires de France) : rendez-vous entre **Jean-Léonce Dupont** et le

Président Pélissard et concertation sur les directives européennes.

● **AdCF** (Assemblée des communautés de France) : lancement d'une étude « Spl et intercommunalités » le 28 mars et intervention de l'AdCF lors du Congrès des Epl.

La Fédération a également sensibilisé chacune de ces associations d'élus sur :
● les conclusions de l'étude stratégique immobilière **« Epl territoires 2020 et Sem immobilières »** qu'elle a réalisée, en vue de leur diffusion auprès de leurs membres.
● le projet de loi Alur.
● la SemOp.

Instaurer le cadre d'un dialogue avec syndicats et patronat

La Fédération s'est attachée à instaurer le cadre d'un dialogue avec chacune des principales centrales syndicales et patronales avec le lancement de la rédaction d'argumentaires ciblés et la constitution d'un réseau de personnes relais au conseil d'administration sous l'égide de **Maxime Paul**. Ces argumentaires prévoient des axes de déclinaison au plan régional et local, en particulier via les CESR (Conseils économiques sociaux et régionaux).

Le 10 décembre, **Jean-Léonce Dupont** a rencontré **Anne-Marie Couderc**, présidente du pôle public du Medef, afin de dresser un état des lieux des relations et jeter les bases d'un échange pérenne.

Conforter les relations avec les organismes professionnels

La Fédération a conforté et développé ses relations avec les organismes professionnels, acteurs économiques et fédérations présents dans les principaux secteurs d'activité des Epl :
● Urbanisme, logement, ville
● Environnement, énergie
● Mobilité
● Tourisme
● Outre-mer, etc.

Observatoire veille et prospective

Depuis 2012, la Fédération a mis en place un observatoire et une fonction de veille et prospective du mouvement des Epl.
Cet observatoire a permis la publication d'EplScope, le 1er baromètre des Epl en juillet, largement diffusé, et la mise à jour du panorama européen des Epl.

→ Eléments de conjoncture

Les adhérents ont pu bénéficier des premiers éléments de conjoncture, réalisés en collaboration avec la Banque Postale, l'IGD et l'AdCF, et diffusés dans la newsletter hebdomadaire « Epl en ligne ».

→ Adaptation des supports techniques

La Fédération a travaillé à la mise en place d'une nouvelle base de données plus orientée vers la « gestion des relations clients », dont la mise en place est effective depuis fin janvier 2014.

Action territoriale

L'action territoriale constitue le deuxième axe défini par « Epl Territoires 2020 ». Il s'agit pour la Fédération d'assurer la promotion de la réponse Epl auprès des élus et l'accompagnement des collectivités locales dans leurs projets.
Cette action, conduite en partenariat avec les Fédérations régionales, vise à inciter à opter pour la gamme Epl, à partir des sociétés existantes ou à créer.

Développer une veille active et une cartographie des territoires

La Fédération s'est attachée à développer une veille active et une cartographie des territoires en mouvement, comme des projets d'Epl émergents.

→ Un recensement rigoureux

Chacune des fédérations régionales a procédé à un recensement des territoires à « fort potentiel » à partir duquel ont été engagés les tournées territoriales et les contacts personnalisés.

→ Des tournées territoriales pour « investir » un territoire

Douze tournées et **318 rendez-vous** personnalisés ont été organisés en régions : Saint-Etienne (mars) ; Dreux (avril) ; Ardèche, Tarn, Nancy (mai) ; Océan indien (juin) ; Aix-en-Provence (juillet) ; Antilles (septembre) ; Corse, Landes (octobre) ; Troyes, Strasbourg (décembre).
Leurs objectifs étant de : dynamiser le réseau des présidents et administrateurs d'Epl (84 rendez-vous), renforcer les relations avec les collectivités porteuses de projets d'Epl (77 évaluations de pré-projets, 38 projets en cours d'accompagnement), développer les relations avec les conseils régionaux et les intercommunalités et enfin promouvoir les Epl sur les « zones blanches » identifiées comme à « fort potentiel » (37 rendez avec des élus « extérieurs » au mouvement Epl et 105 avec des cadres territoriaux).

Mise en place d'une offre élus attractive

La Fédération a produit un catalogue présentant son offre sur mesure à l'attention des élus, composée des services concrets déjà existants ou à créer, autour de **trois axes** : le réseau des présidents et d'administrateurs d'Epl ; l'expertise ; l'information.

→ Réseau

Le Club des présidents d'Epl, présidé par **Vincent Fuster**, propose un programme de rencontres et d'activités qui leur est spécifiquement destiné :
● le 13 février, il a été accueilli par **Jean-Pierre Jouyet**, directeur général de la Caisse des dépôts.
● le 30 octobre, une réunion à l'intention des élus hors mouvement a rassemblé 30 élus.

→ Formation des élus

Agréée par le ministère de l'Intérieur pour dispenser de la formation aux élus territoriaux, la Fédération a mis en place une offre de formations d'actualité dédiée.
Elle a organisé un stage sur la gouvernance Epl, le 14 novembre, à Paris.
Onze sessions de l'Idasem (Institut des administrateurs de Sem) ont accueilli **123 administrateurs** tant en métropole (Angers, Amiens, Cannes, Paris, Plaine Commune Saint-Denis, Marseille, Poitiers, Strasbourg, Tarbes) qu'en Outre-mer (Saint-Martin).

Accompagner les porteurs de projets

Pour mieux accompagner les porteurs de projets d'Epl et les créations d'Epl, la Fédération a mis en place un véritable service d'« appui aux projets et aux naissances » qui va de

l'identification le plus en amont possible à l'accompagnement de la nouvelle Epl durant ses premiers mois d'existence.

→ Appui aux projets

La Fédération a identifié **165 nouveaux projets** en 2013 et en a évalué 77 pour tester leur viabilité au plan juridique, économique et politique.

→ Pré-adhésions

Afin de bénéficier de l'expertise de la Fédération dans la finalisation de leur projet, 19 collectivités locales ont pré-adhéré à la Fédération et 10 ont renouvelé leur pré-adhésion.
L'Assemblée générale du 10 juillet a modifié les statuts de la Fédération pour une sécurisation juridique du processus de pré-adhésion.

Des événements pour promouvoir la gamme Epl

Tout au long de l'année, la Fédération a organisé en région une série d'évènements afin de promouvoir la gamme et le savoir-faire des Epl.

→ Semaine des Epl

Durant la semaine du 27 mai au 2 juin, la Fédération et les fédérations régionales se sont positionnées comme les porte-voix des opérations organisées par leurs adhérents sur leur territoire auprès des élus locaux et des médias : 10 000 participants et 50 000 personnes sensibilisées.

→ Congrès des Epl

Le Congrès des Epl qui s'est tenu pour la première fois en Ile-de-France, (29 et 30 octobre au Cnit-Paris La Défense) a connu une forte mobilisation des Epl franciliennes et acteurs de la Région.
« La performance solidaire : notre projet pour l'Europe » est le thème de ce grand rendez-vous annuel du mouvement des Epl qui a réuni 2 000 participants autour de 28 conférences et visites professionnelles.
Pour la première fois également il est jumelé avec la **Conférence européenne des Epl**, permettant la participation de délégations étrangères et des intervenants étrangers à chaque séance.
Il a accueilli trois ministres et un commissaire européen :

- **Marylise Lebranchu**, ministre de la réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction publique,
- **Anne-Marie Escoffier**, ministre déléguée à la Décentralisation,
- **Thierry Repentin**, ministre des Affaires européennes,
- **Michel Barnier**, commissaire européen pour le Marché intérieur et les Services.

Adossé au congrès, le **Salon du développement local**, organisé en partenariat avec le Groupe Moniteur, a rassemblé 50 exposants.

→ Colloques interrégionaux

Les fédérations régionales ont organisé 4 grandes manifestations interrégionales, en liaison étroite avec la collectivité d'accueil :

- **Colloque Grand Sud**, le 10 juin à Marseille, sur le « Financement des projets des collectivités locales : la nouvelle donne ».
- **Colloque Grand Ouest**, le 13 juin à Rezé, sur « Faire et financer la transition énergétique : quelle stratégie pour les collectivités et leurs opérateurs ? Retour d'expériences en France et en Europe ».
- **Colloque Grand Est**, le 16 septembre à Alésia « Tourisme et attractivité, vers quelle identité territoriale ».
- **Colloque Sud Ouest**, le 6 décembre à Bayonne, « Réussir le défi de la revitalisation des centres anciens ».

→ Partenariats régionaux

Le partenariat engagé avec les Associations départementales de maires (ADM) et de directeurs généraux de services s'est poursuivi : la gamme Epl a été présentée devant les ADM :

- du Morbihan, le 24 janvier.
- du Var, le 24 janvier.
- de Meurthe-et-Moselle, le 30 mai.
- de Haute-Savoie, le 5 juin.

→ Ceser

Lors du renouvellement des membres des Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux, les Epl ont obtenu deux nouveaux sièges en Bretagne et Languedoc-Roussillon, alors que la représentation en Alsace n'a pu être maintenue. Elles sont désormais représentées au sein de 7 Ceser : Basse-Normandie, Bretagne, Ile-de-France, La Réunion, Languedoc-Roussillon, Nouvelle Calédonie, Pays de la Loire.

Service à l'adhérent

Le troisième axe d'« Epl Territoires 2020 » prend en compte la mutation des Epl.
Des évolutions émergent : nouvelles formes d'économie mixte, groupes Epl, intermétiers (50 % des Epl envisagent de diversifier leur activité), alliances et mutualisations, nouveaux modes de financement et management, concurrence croissante.
La Fédération a recentré son offre de services à l'adhérent pour mieux répondre à ces attentes.

Le service individuel

Le service individuel est ciblé sur Epl assistance juridique, l'autocontrôle et l'analyse financière, l'aide à l'évolution d'une composante à l'autre de la gamme, la préparation au renouvellement des contrats et la visite à l'adhérent.

→ Epl assistance juridique

La mission Epl assistance est une mission permanente de conseil juridique aux adhérents. **534 questions** ont été traitées. 84 % l'ont été en moins de 48 heures.

→ Autocontrôle et analyse financière

Le dispositif d'autocontrôle concerne toutes les Sem immobilières intervenant dans le domaine du logement social, soit **151 sociétés**.
Il s'inscrit dans le cadre de la convention passée avec la CGLLS, la Fédération devant assurer un rôle préventif pour traiter en temps utile les situations de difficultés.
Les données des analyses participent à l'établissement d'une étude annuelle de l'observatoire des Sem immobilières.
Dans le cadre du dispositif de suivi de l'aménagement (DIS), l'ensemble des Sem à **double activité** (aménagement et logement) fait progressivement l'objet d'une double analyse (**12 Sem** concernées).
Les activités aménagement de ces sociétés sont centralisées et permettent à la Fédération des Epl d'établir des cumuls et moyennes annuelles.

→ Visite à l'adhérent

En 2013, **164 adhérents** ont fait l'objet de visites personnalisées de la Fédération qui entend poursuivre la priorité donnée à la relation de proximité avec ses membres lui permettant d'être à la fois à l'écoute et proactive, et de renforcer l'accompagnement des nouveaux adhérents (14 visites à de nouvelles Epl créées).

→ Diffusion de l'information

Plus de **52 000 visites** mensuelles en moyenne du site de la Fédération.

- 46 newsletters adressées aux 2 341 abonnés inscrits au portail adhérent.
464 articles d'actualité métiers ont généré 59 536 lectures en 2013.
- Le site public dédié à l'actualité des Epl s'est enrichi de 148 articles qui ont généré 122 242 lectures.

→ Aide au recrutement

La Fédération met en ligne gratuitement les offres d'emploi des Epl, durant 3 mois.
En 2013, **430 annonces** ont été diffusées aux 5 983 abonnés de la « mailing list emploi ».
86 Epl ont directement fait appel à ce service pour la diffusion de 228 offres d'emploi.
Les autres offres sont parvenues à la Fédération via les cabinets de recrutement référencés : Light consultants, Leca RH et la Scet.

La mutualisation entre adhérents

Outre une expertise métier dédiée principalement à la veille, au lobbying et à la doctrine sous l'égide des commissions permanentes, en priorité dans l'immobilier (2 réunions), l'aménagement (3 réunions), le développement économique (1 réunion), l'eau (partenariat avec Arpège), l'énergie (partenariat avec l'Anseme, 4 réunions), le tourisme (1 réunion), le médico-social (1 réunion) et la mobilité (1 réunion), la Fédération a poursuivi la

mutualisation entre adhérents au sein d'espaces transversaux.

→ Club des Daf

Le Club des Daf s'est réuni à 2 reprises (11 septembre et 29 octobre). Il a notamment traité du contrôle et de la maîtrise des risques dans les Epl, des évolutions entraînées par la loi de finances 2014 (taux de TVA, création d'un statut pour le logement intermédiaire, défiscalisation en Outre-mer).

→ Club des juristes

Le Club des juristes s'est réuni le 5 juillet et a notamment fait le point sur : l'état des lieux des propositions de directives européennes, la communication en période électorale et le lobbying de la Fédération.

→ Club énergies renouvelables

Le Club EnR s'est réuni à 2 reprises (5 juin et 27 novembre) sur les thèmes de la méthanisation et du financement des énergies renouvelables.

→ Club aménagement

Le Club aménagement s'est réuni à 2 reprises (2 avril et 8 octobre) sur les thèmes du projet urbain partenarial et du label écoquartier qui a été l'occasion de visiter celui du Trapèze à Boulogne-Billancourt.

→ Club développement économique

Il s'est réuni le 4 juin pour évoquer le rôle des Epl dans le portage immobilier.

→ Club tourisme, culture, loisirs

Il s'est réuni le 18 avril sous la présidence de **Sébastien Frey**, 1er adjoint au maire d'Agde, conseiller général de l'Hérault et président de la Sodéal. Parmi les points abordés : lobbying, représentation de la Fédération au Conseil national du tourisme, emplois d'avenir.

→ Club immobilier

Il s'est réuni le 9 octobre. Les thèmes abordés : réforme de la norme simplifiée n° 20, nouvelles modalités pour les virements et prélèvements bancaires en 2014, bilan et échanges sur les évaluations de l'année des conventions d'utilité sociale(Cus).

→ Commission communication

La préparation de la **2e Semaine nationale des Epl** et la mobilisation de ces dernières autour de cet événement programmé du 27 mai au 2 juin 2013 ont constitué l'essentiel des travaux de la Commission communication en 2013.

→ Comité ingénierie des territoires

Le Comité ingénierie des territoires est présidé par **Frédérique Bonnard Le Floc'h**, présidente de BMA et vice-présidente de la Communauté urbaine de Brest Métropole Océane.
Véritable laboratoire d'idées de la Fédération, il s'est retrouvé en séminaire le 3 avril autour de la thématique « Financer autrement, les Epl et l'après crise ».

→ Epl management

Epl management accompagne les Epl par techniques et pratiques innovantes du plus niveau développées avec HEC :

- Epl cycle long, destiné chaque année à 25 dirigeants ou cadres dirigeants appelés à le devenir.

La remise des diplômes à la promotion 2013/2014 a eu lieu le 7 février sous le parrainage de **Catherine Aubey-Berthelot**, directrice générale de la CGLLS, et de **Michel Dieu**, président de l'Ipsec.

- Epl corpo, qui réunit chaque année durant 2 jours et demi les anciennes promotions du cycle long, s'est tenue du 5 au 7 février sur le thème « Le métier de dirigeant d'Epl : vos contributions à l'invention de la ville de demain ».

(24 participants)

Commission économie sociale et solidaire

La Commission, présidée par **Patrick Jarry**, vice-président de la Fédération, maire de Nanterre et président de la Semna, a consacré sa réunion du 26 mars à l'examen du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire.

→ Commission Europe et relations internationales

● La Commission, présidée par **Mireille Flam**, vice-présidente de la Fédération, s'est réunie le 29 novembre pour faire un point sur les directives concessions et marchés, leur impact sur le droit de la commande publique, et leur transposition.
● Stockholm « La ville entreprise » : Le voyage d'étude annuel 2013 s'est inscrit dans les réflexions sur les holdings municipales et à la gouvernance métropolitaine. (31 participants)
● La **16e Conférence des Epl** : pour la première fois, la Conférence européenne était couplée au Congrès national des Epl : un « parcours européen » avec traduction simultanée en cinq langues et présence d'intervenants européens dans la quasi-totalité des séances.
● **Label CSR-Discerno** sur la RSE des PME publiques : La Fédération s'est investie au sein du comité de pilotage pour préparer l'édition 2014.

→ Commission Outre-mer

La Commission Outre-mer s'est réunie à 2 reprises (9 avril et 9 juillet) sous la présidence d'**Alain Armand**, président de la Fédération des Epl de l'Océan indien. Elle a débattu de l'actualité législative propre aux territoires ultramarins, tout particulièrement de l'avenir des dispositifs de défiscalisation au travers du projet de loi de finances 2014. Ses travaux ont également porté sur la programmation de la journée des Epl d'Outre-mer du 6 octobre, en ouverture du Congrès national.

→ Formation professionnelle

Dans le cadre de leur partenariat, la Fédération et la Scet proposent depuis 2005 une palette de formations à partir d'un catalogue commun.
En 2013, **1 998 stagiaires** ont participé à 245 sessions de formation (inter et intra entreprises).
Les sujets phares : aménagement, commande publique, construction de logements, gestion locative, gestion d'entreprise et management.
Le **taux global de satisfaction** exprimé par les stagiaires atteint **87,7 %**, tout critère confondu.

Un programme d'animation professionnelle

La Fédération a proposé, pour la première fois en 2013, un programme d'animation proposant une série d'évènements « transversaux » :

● Une journée nationale d'actualité fiscale (14 février) pour répondre aux nombreuses réformes en la matière et leurs conséquences pour les Epl (83 participants).
● Une journée d'actualité sur la sobriété énergétique organisée en partenariat avec l'AdCF et l'Ademe (123 participants).
● Une journée nationale consacrée à l'intergénérationnel et au vieillissement (14 mai), présidée par **Charles Descours**, président de la Commission médico-social.
● Deux séminaires des Spl de services (2 février et 11 juillet) ont accueilli respectivement 40 et 25 participants.
● Lancement d'un cycle de séminaires pour les directeurs d'Epl sur le thème « Comment préparer les élections ? » : 24 septembre à Marseille (25 participants), 18 octobre à Agen (10 participants), 14 décembre à Strasbourg (20 participants). D'autres sessions sont programmées en 2014.

Accompagner au renouvellement de la DSP

La Fédération a poursuivi ses travaux en vue de proposer une offre d'accompagnement au renouvellement ou à l'attribution nouvelle de délégations de service public.
Le dispositif est opérationnel depuis mars 2014.

Accompagner les nouveaux adhérents

La Fédération met peu à peu en place un accompagnement spécifique pour les nouveaux adhérents. Elle a ainsi :
● accueilli 14 participants lors d'un séminaire le 9 juillet. L'occasion pour les nouveaux dirigeants et adhérents de prendre connaissance de l'étendue des services de la Fédération, dans l'esprit d'« Epl Territoires 2020 ».
● rendu une visite personnalisée à 14 nouvelles Epl créées.

Diffusion de la doctrine

Pour permettre, notamment à ses adhérents, de disposer des clés de compréhension et méthodes d'appropriation des nouvelles normes, nouvelles pratiques, innovations marquantes dans les meilleures conditions et délais, la Fédération a réparti ses publications en 4 collections : stratégie ; mode d'emploi ; observatoire ; études et perspectives.

Sont parus en 2013, les guides :
● « Epl, une réponse globale » (stratégie)
● « Spl et contrôle analogue » (mode d'emploi)
● « Groupement d'intérêt économique » (mode d'emploi)
● « Epl et pactes d'actionnaires « (mode d'emploi)
● « Groupement d'employeurs » (mode d'emploi)

Annexes

Adhésions

En 2013, la Fédération a enregistré 36 nouvelles adhésions et 19 pré-adhésions. Il s'agit pour les 36 adhésions de :

03
Eurofins Laboratoire Cœur de France (Moulins)

12
Sem 12 (Rodez)

13
Spla Pays d'Aix Territoires (Aix-en-Provence)
L'Eau des Collines (Aubagne)

20
Chemin de Fer de la Corse (Bastia)

22
PFCA (Saint-Brieuc)

25
ARD Franche Comté (Besançon)

26
Spl Office du Tourisme et des Congrès de Valence Agglomération Sud Rhône Alpes

29
Quimper Evénements

30
Agate (Nîmes)

31
Sem Forum d'Entreprise de Revel
Spl RIN (Toulouse)

34
Saeml Criée aux Poissons des Pays d'Agde (Le Grau d'Agde)

37
Enersiel (Tours)

38
Spl Efficacité Energétique Oser (Grenoble)

44
Spl Loire Océan Métropole Aménagement (Saint-Herblain)

49
Spl Angers Rives Nouvelles
Saeml Angers Loire Télévision

54
Spl Grand Nancy Congrès et Evènements
Spl Covalom (Neuves-Maisons)

57
Le Logis Sarrebourgeois
Sem Sarrebourgeoise

59
Spl du Centre aquatique intercommunal de Saint-Amand les Eaux

73
Saem Les Saisies Village Tourisme (Hauteluce)

74
MED (Annemasse)

75
Spl Carreau du Temple
Sem Energies Posit'if

76
Spl Aquabowling des Falaises (Le Havre)

81
Spla Portes du Tarn (Albi)
Seml Albi Expos

83
Spl du Comté de Provence (Brignoles)

86
Seml patrimoniale de la Vienne (Poitiers)

90
Sem Sud Développement (Delle)

92
Semads (Issy-les-Moulineaux)

972
Energie de Martinique (Fort de France)

974
Spl Ti Baba (Saint-Paul)

Radiations

Durant l'année, le conseil d'administration a procédé à 32 radiations, parmi lesquelles des disparitions de sociétés et des sociétés en impayé de cotisation. Il s'agit de :

01
Saiem d'Oyonnax

02
Initialité Ingénierie et Territoire (Buire)

12
Sem 12 (Rodez)

13
Marseille Aménagement

23
Ets thermal Evaux-les-Bains

31
Semivalhe (Castanet-Tolosan)

33
Gironde Développement (Bordeaux)
Saemcib (Bègles)

37
Semitrat (Saint-Pierre-des-Corps)

38
Isergie SA (Grenoble)

40
CTD (Dax)

46
Lot Développement Aménagement

55
Semma (Bar-leDuc)

61
Saiem d'Argentan
Saem de la CAPF (Flers)

69
Semia (Lyon)

73
Saem Sorea (Saint-Julien-Montdenis)
Saiem du Champs de Mars (Albertville)

74
Sem du Jaillet (Combloux)

75
Semidep (Paris)

78
Semau (Maurepas)

83
Sogeba (Bandol)

85
Saint-Hilaire Développement

86
Seml Parc du Futuroscope (Jaunay-Clan)

92
Semarch (Chatillon)

93
M2S (Montreuil)
Saiem de Vaujours
Semads (Aulnay-sous-Bois)

973
Sodetraguy Seml (Cayenne)

974
Seml Dionysport (Saint-Denis)

Polynésie française
Sem Vavi (Tahiti)
Seur Seml (Païta)

Organismes dont la Fédération est membre

Instances nationales

→ Conseil national de l'habitat

→ Commission nationale de concertation

→ Convention collective de l'immobilier

→ Convention collective des gardiens, concierges et employés d'immeuble

→ Conseil national de la montagne

→ Caisse de garantie du logement locatif social

→ Certu (Centre d'étude sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques)

→ Codatu (Coopération pour le développement et l'amélioration des transports urbains)

→ Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru)

→ Comité de suivi pour la mise en œuvre du droit au logement

→ Forum de l'habitat privé

Europe

→ CEEP (Centre européen des employeurs et entreprises fournissant des services publics)

→ Ciriec

→ Cercle des délégués permanents à Bruxelles

→ Cercle des réseaux européens

→ Confrontations Europe

Organismes sectoriels ou professionnels

→ Association HQE

→ Association Qualitel

→ Anseme (Association nationale des Sem d'énergie)

→ Arpege (Association du réseau public des entreprises gestionnaires d'eau)

→ Anil (Agence nationale pour l'information et le logement)

→ Agence qualité construction

→ Club de l'accession à la propriété

→ Fonds d'intervention pour le logement social

→ Institut de la gestion déléguée

→ Union du pôle funéraire public

Autres

→ Fondation du crédit coopératif

→ ADPE (Association pour le droit public de l'entreprise)

→ Club ville aménagement

→ Observatoire des risques juridiques des collectivités territoriales

→ Association de promotion des projets urbains

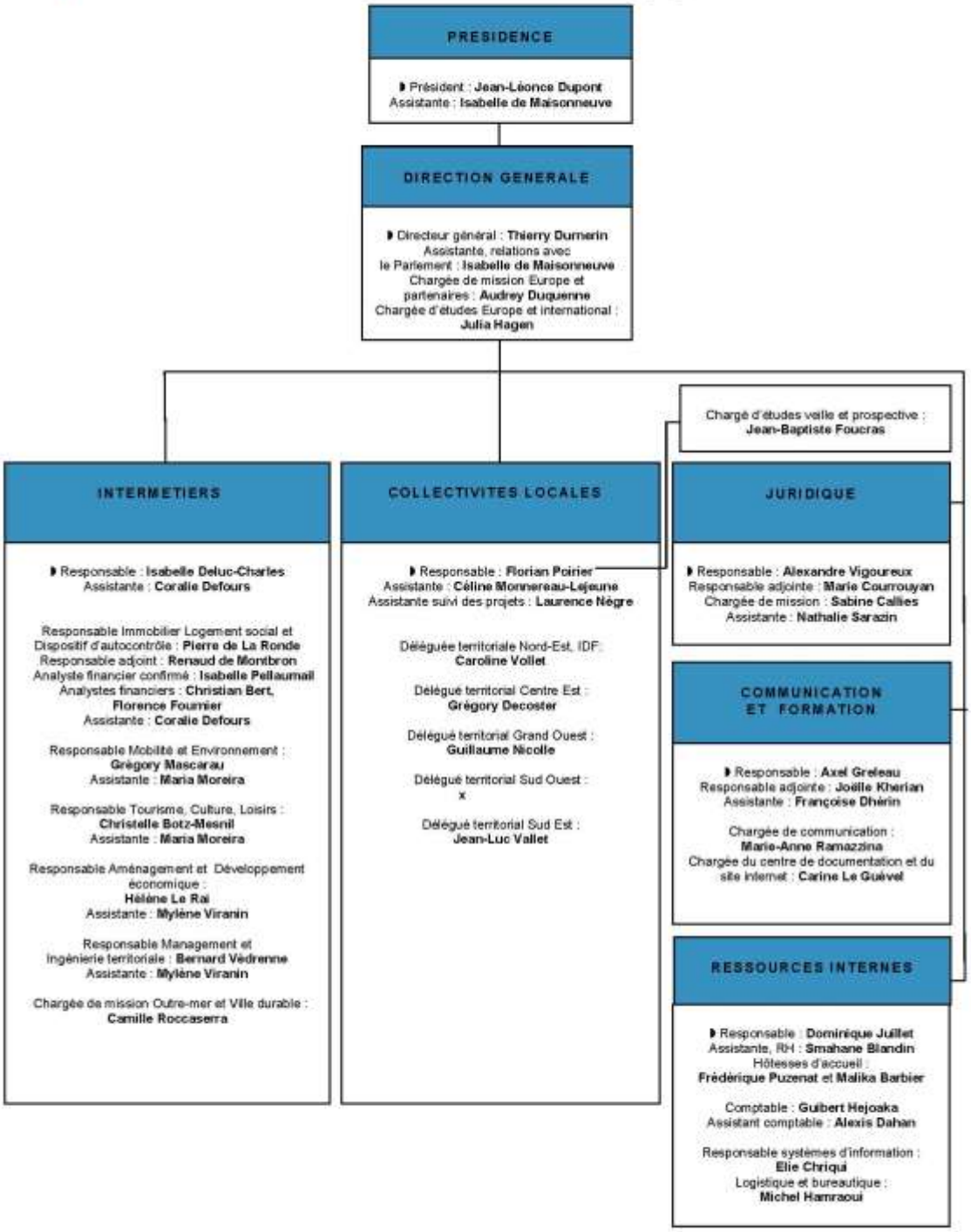
→ Cap'Com

→ Ipsec (Institut de prévoyance des salariés des entreprises du Groupe Caisse des dépôts et autres collectivités locales)

→ ERU (Ecole de la rénovation urbaine)

FÉDÉRATION DES epl ENTREPRISES PUBLIQUES LOCALES

Organigramme au 1er avril 2014


PRESIDENCE
Président : Jean-Léonce Dupont
Assistante : Isabelle de Maisonneuve
DIRECTION GENERALE
Directeur général : Thierry Durnerin
Assistante, relations avec le Parlement : Isabelle de Maisonneuve
Chargée de mission Europe et partenaires : Audrey Duquenne
Chargée d'études Europe et international : Julia Hagen
Chargé d'études veille et prospective : Jean-Baptiste Foucras
INTERMETIERS
Responsable : Isabelle Deluc-Charles
Assistante : Coralie Defours
Responsable Immobilier Logement social et Dispositif d'autocontrôle : Pierre de La Ronde
Responsable adjoint : Renaud de Montbron
Analyste financier confirmé : Isabelle Pellaumail
Analystes financiers : Christian Bert, Florence Fournier
Assistante : Coralie Defours
Responsable Mobilité et Environnement : Grégory Mascarau
Assistante : Maria Moreira
Responsable Tourisme, Culture, Loisirs : Christelle Botz-Mesnil
Assistante : Maria Moreira
Responsable Aménagement et Développement économique : Hélène Le Rai
Assistante : Mylène Viranin
Responsable Management et Ingénierie territoriale : Bernard Védrenne
Assistante : Mylène Viranin
Chargée de mission Outre-mer et Ville durable : Camille Roccaserra
COLLECTIVITES LOCALES
Responsable : Florian Poirier
Assistante : Céline Monnereau-Lejeune
Assistante suivi des projets : Laurence Nègre
Déléguée territoriale Nord-Est, IDF : Caroline Vollet
Délégué territorial Centre Est : Grégory Decoster
Délégué territorial Grand Ouest : Guillaume Nicolle
Délégué territorial Sud Ouest : x
Délégué territorial Sud Est : Jean-Luc Vallet
JURIDIQUE
Responsable : Alexandre Vigoureux
Responsable adjointe : Marie Courrouyan
Chargée de mission : Sabine Callies
Assistante : Nathalie Sarazin
COMMUNICATION ET FORMATION
Responsable : Axel Greleau
Responsable adjointe : Joëlle Kherian
Assistante : Françoise Dhérin
Chargée de communication : Marie-Anne Ramazzina
Chargée du centre de documentation et du site internet : Carine Le Guével
RESSOURCES INTERNES
Responsable : Dominique Juillet
Assistante, RH : Smahane Blandin
Hôtesses d'accueil : Frédérique Puzenat et Malika Barbier
Comptable : Guibert Hejoaka
Assistant comptable : Alexis Dahan
Responsable systèmes d'information : Elie Chriqui
Logistique et bureautique : Michel Hamraoui